L'Alliance pour la planète, Sarkozy et le Grenelle de l'environnement

dimanche 28 octobre 2007, par Alliance pour la planète (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2007).

26 octobre 2007 : : Actualité

La dernière journée du Grenelle de l'environnement confirme les avancées annoncées hier.

Par Les écolos au Grenelle

Pour cause d'allocution présidentielle hier après-midi, la négociation finale du Grenelle de l'environnement s'est achevée ce matin seulement, peu avant midi.

« On craignait que la montagne accouche d'une souris mais il faut reconnaître que la France vient de s'engager sérieusement sur la voie de l'excellence environnementale, déclare Daniel président du WWF France et porte-parole de l'Alliance pour la planète. I*l nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir mais ce qui a été acquis est significatif au regard des attentes formulées par l'Alliance. Dans les semaines prochaine, sur la question des OGM ou sur le suivi du Grenelle, nous resterons vigilants et positifs comme nous avons su l'être jusqu'à présent. »*

Les agrocarburants

Les objectifs français (les agrocarburants devraient atteindre 10 % de la consommation de carburants d'ici à 2020) ne bougent pas pour l'instant. Mais le Grenelle a acté que la stratégie française sur les agrocarburants sera liée aux résultats de l'étude sur leurs implications environnementales, économiques et sociales, que l'Ademe doit boucler pour la fin de l'année prochaine. *« Le gouvernement envisage enfin de revoir sa stratégie à l'issu d'une étude,* note Bernard Cressens, du WWF France. *C'est très bien. Il était absurde que la France se soit fixé des objectifs avant de disposer d'étude sérieuse sur l'intérêt des agrocarburants. »*

L'impact de la politique française à l'étranger

C'est notamment sous cet angle que le Grenelle a étudié la question de la protection des forêts. Jean-Louis Borloo a assuré que la France allait bannir toute importation de bois illégal et faire de la lutte contre la déforestation une priorité des négociations internationales (Flegt, post-Kyoto). *« Voilà la protection des forêts reconnue comme un outil majeur dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de la biodiversité. Reste à voir dans quelle mesure la France va concrétiser cet engagement »*, déclare Grégoire Lejonc, de Greenpeace France. Autre progrès : le gouvernement s'est engagé à diminuer de moitié la consommation de papier de l'administration publique, et que celle-ci allait utiliser 100 % de papier recyclé d'ici à 2012. En revanche, le Grenelle n'a pas su différencier le bon système de certification du bois (FSC), du mauvais (PEFC). *« Désormais, les achats publics de bois tropicaux devront être certifiés FSC ou PEFC. C'est un échec car seule la certification FSC garantit une gestion écologiquement et socialement responsable des forêts »*, conclut Grégoire Lejonc.

L'expertise et les lanceurs d'alerte

Le principe de créer une instance indépendante de médiation des conflits liés à l'expertise est acté et une mission d'information parlementaire va être mise en place pour définir les modalités de sa mise en œuvre. *« Il faut que cette instance soit une véritable Haute autorité, qu'elle fonctionne sur le modèle de la Cnil et agisse comme une instance d'appel en cas d'expertises contradictoires*, explique André Cicolella, chercheur en santé environnementale et expert de l'Alliance pour la planète. *Une instance véritablement indépendante est nécessaire pour garantir le respect de la déontologie et des méthodes d'expertise. Jusqu'à présent, l'expertise est trop souvent soumise à des intérêts politiques ou économiques. »* Jean-Louis Borloo s'est également engagé à se battre sur la réforme de l'expertise sur les OGM au niveau européen. Enfin, à la demande de la CGT, la création d'un statut protégeant les lanceurs d'alerte sera discutée dans le cadre des négociations sociales sur la santé au travail.

Éducation et formation à l'environnement

Les groupes de travail de cet été ne sont pas allés assez loin sur les questions liées à l'éducation à l'environnement et n'ont abouti à aucune proposition qui soit à la hauteur. *« Avec la question des déchets, ce sont les deux seuls cas pour lesquels le travail du Grenelle n'est pas terminé,* note Anne Bringault, directrice des Amis de la terre. *La seule chose qui a été actée ce matin, c'est qu'il fallait intégrer l'environnement à la formation de la haute fonction publique mais également à l'éducation, dans les écoles, dès les petites classes. Le groupe de travail doit rendre de nouvelles conclusions d'ici la fin de l'année. »*

Gouvernance

Le Grenelle a reconnu l'entrée de l'environnement au Conseil économique et social. Sur la publicité, le Grenelle a acté la nécessité de faire évoluer la logique actuelle d'autorégulation vers une logique de co-régulation de la publicité. *« Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) va donc être réformé pour devenir une instance plus partenariale et plus ouverte, afin de mieux garantir des publicités respectueuses de l'environnement »*, commente Jacques-Olivier Barthes, du WWF France. Quant à la responsabilité des entreprises, l'Alliance a obtenu que sa demande de contrôle sur la transparence des entreprises soit prise en compte dans la transposition de la directive européenne sur les dommages environnementaux causés par les entreprises, qui est en discussion dans les semaines à venir au Parlement français. *« On demande que soit déjà appliquée la loi existante, qui oblige les entreprises cotées en Bourse à publier un "reporting" social et environnemental*, explique Anne Bringault. *Aujourd'hui, cette obligation existe, mais rien ne sanctionne les entreprises qui ne la respectent pas. »*

« Il nous reste maintenant à assurer un suivi précis de la mise en œuvre des ambitions et des engagements pris publiquement par le gouvernement et par le président de la République, conclut Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France et porte-parole de l'Alliance pour la planète. *Quant aux contradictions que le Grenelle n'a pas su dépasser, c'est aussi à nous de continuer à faire bouger la société, à convaincre qu'il est impossible de développer les renouvelables et de continuer à faire l'EPR, ou qu'on ne parviendra jamais à réduire et recycler correctement nos déchets tant qu'on construira des usines d'incinération. »*

---

25 octobre 2007 : : Actualité

Discours de Nicolas Sarkozy sur le Grenelle de l'environnement : des ambitions, mais des

contradictions encore non dépassées.

Par Les écolos au Grenelle

Pour l'Alliance pour la planète, le discours prononcé par Nicolas Sarkozy, témoigne d'un changement de culture. Le président de la République a annoncé des mesures ambitieuses et mais il reste de nombreuses contradictions.

« On est maintenant à la moitié du gué. Le processus participatif affiché est intéressant, et le Président annonce des avancées concrètes, mais le flou continue de planer sur des sujets parmi les plus lourds : pesticides, incinération, nucléaire… Nicolas Sarkozy n'a pas dépassé les contradictions françaises, *déclare Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France*. En matière d'environnement, tout n'est pas possible On ne peut prétendre à une agriculture de qualité en reportant la réforme de la PAC en 2013 et en restant flou sur les pesticides. On ne peut lancer un grand programme d'économies d'énergie et développer les renouvelables, tout en continuant d'investir dans le nucléaire. Et où est la nouvelle politique de transparence quand on ne change rien et qu'on continue d'exclure la sécurité nationale et le secret industriel… »

« Il y a quelques mois encore, le programme environnemental du candidat Sarkozy était jugé par l'Alliance comme l'un des plus mauvais et des moins ambitieux, *rappelle Daniel Richard, président du WWF France*. Sous la pression ONG écologistes et grâce à la prise de conscience grandissante de la crise environnementale, Nicolas Sarkozy a incontestablement évolué. Reste à savoir maintenant comment ce programme ambitieux, sur lequel il s'est personnellement engagé, va se concrétiser. Le travail de l'Alliance va maintenant consister à effectuer un suivi précis de la mise en œuvre de ces engagements. »

« Le Grenelle n'est pas terminé : la négociation se poursuit demain, complète *Anne Bringault, directrice des Amis de la terre*. Certaines des propositions annoncées aujourd'hui, comme la mesure sur les pesticides, devront être affinées et précisées ; on nous l'a promis. Devra aussi être abordé un aspect jusque là plutôt négligé : les effets sur l'environnement de la politique française à l'international, concernant notamment les agrocarburants ou la déforestation. »